

Experts-Comptables
Commissaires aux Comptes Associés

Sébastien GUILLAUME
Pascale DUCLERMORTIER
Aline MILLE
Perrine MOZET

Experts-Comptables Associés

Bastien JEANPIERRE
Stéphane MAYET
Iris REZARD

**MISSION LOCALE POUR L'INSERTION
DE L'ARRONDISSEMENT DE CHALONS-EN-CHAMPAGNE**

36, rue Jean Jaurès
51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE

SIRET : 419 015 128 00038

Exercice clos le 31 décembre 2024

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**MISSION LOCALE POUR L'INSERTION
DE L'ARRONDISSEMENT DE CHALONS-EN-CHAMPAGNE**

36, rue Jean Jaurès
51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE

SIRET : 419 015 128 00038

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MISSION LOCALE POUR L'INSERTION DES JEUNES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé à la page 4 de l'annexe des comptes annuels, qui présente l'incidence sur les comptes de l'exercice de la variation des fonds dédiés du dispositif Contrat Emploi Jeunes.

III. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous nous sommes attachés à justifier le montant des subventions avec les conventions conclues avec les organismes financeurs.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration, dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

V. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

VI. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 16 juin 2025

FCN

Commissaire aux comptes



Aline MILLE

Associée

ANNEXE

DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

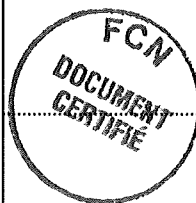
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments ;
- qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

BILAN ACTIF

	Brut	Amortissements provisions	Net au 31.12.24	Net au 31.12.23
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Autres immobilisations incorporelles	3 181,85	3 181,85	0,00	544,68
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
Inst. tech. mat. et out indust	1 139,22	1 139,22	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	199 194,69	145 309,84	53 884,85	61 983,92
Immobilisations financières				
Autres immobilisations financières	3 440,00		3 440,00	3 440,00
Total	206 955,76	149 630,91	57 324,85	65 968,60
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières, approvisionnement				
Créances				
Clients et comptes rattachés				
Fournisseurs débiteurs	0,00		0,00	1 687,66
Personnel	0,00		0,00	0,00
Autres créances (subventions à recevoir)	191 049,00		191 049,00	111 586,30
Autres créances	182 916,63		182 916,63	228 655,84
Divers				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	1 320 956,32		1 320 956,32	1 262 426,10
Total	1 694 921,95	0,00	1 694 921,95	1 604 355,90
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	26 284,89		26 284,89	23 361,31
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Total	26 284,89	0,00	26 284,89	23 361,31
TOTAL ACTIF	1 928 162,60	149 630,91	1 778 531,69	1 693 685,81



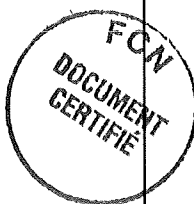
BILAN PASSIF

	au 31.12.24	au 31.12.23
CAPITAUX PROPRES		
Réserves réglementées	20 160,55	
Autres réserves	135 225,93	135 225,93
Autres réserves pour charges de personnel	50 589,78	50 589,78
Report à nouveau	581 378,01	581 378,01
Résultat sous contrôle de tiers financiers	1 227,00	1 227,00
<u>Résultat de l'exercice</u>	<u>188 577,89</u>	<u>20 160,55</u>
Subventions d'investissement	93 170,13	14 761,55
Fonds de roulement	0,00	0,00
Provisions réglementées	0,00	0,00
Total	1 070 329,29	803 342,82
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	0,00	0,00
Provisions pour charges	216 696,73	197 515,28
Total	216 696,73	197 515,28
FONDS DEDIES		
Sur subventions de fonctionnement	180 396,39	346 167,22
Total	180 396,39	346 167,22
DETTES		
Emprunts		
Découvert, concours bancaires		
Dettes fournisseurs/comptes rattachés	34 590,09	41 983,62
Personnel	89 770,51	90 276,90
Organismes sociaux	89 672,41	107 756,67
Autres dettes fiscales et sociales	23 907,87	21 798,96
Autres dettes	48 498,20	51 438,34
Total	286 439,08	313 254,49
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	24 670,20	33 406,00
Total	24 670,20	33 406,00
TOTAL PASSIF	1 778 531,69	1 693 685,81



Compte de résultat Châlons-en-Champagne

	Exercice 2024	Exercice 2023
Produits d'exploitation		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	1 807 292	1 884 742
Transfert de charges + reprises provisions	3 592	4 333
Autres produits	638	11
Utilisation fonds	285 483	227 958
Total	2 097 005	2 117 044
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achats d'approvisionnements		
Variation de stock		
Autres charges externes	530 755	533 400
Impôts, taxes et versements assimilés	107 120	99 746
Rémunération du personnel	869 007	850 623
Charges sociales	290 660	311 824
Dotations aux amortissements - immobilisations	16 171	17 047
Dotations aux provisions	16 981	27 727
Reports en fonds dédiés	119 713	285 483
Autres charges	633	9
Total	1 951 040	2 125 859
Résultat d'exploitation	145 965	- 8 815
Produits financiers	24 424	16 825
Charges financières	544	197
Résultat financier	23 880	16 628
Produits exceptionnels	46 533	17 090
Charges exceptionnelles	27 787	4 281
Résultat exceptionnel	18 746	12 809
Impôts sur les bénéfices	14	461
EXCEDENT OU DEFICIT	188 577	20 161
Prestations en nature	423	-
Prestation	423	-
Bénévolat	20 521	12 313
Personnel bénévole	20 521	12 313



MISSION LOCALE DE CHALONS-EN-CHAMPAGNE
36 Rue Jean Jaurès
51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE

ANNEXE



Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 1 778 531.69 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 188 577.89 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période de 01/01/2024 au 31/12/2024
Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- Le bilan,
- Le compte de résultat,
- L'annexe

Leur présentation est faite de manière comparative ; en face des comptes de l'exercice, sont donnés les comptes de l'exercice précédent.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

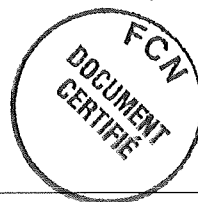
Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendances des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.



Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les frais accessoires, droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes sont incorporés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant :

- Le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.
- Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans à 20 ans
- Matériel du bureau : 3 à 10 ans
- Mobilier : 10 ans
- Matériel informatique : 3 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Participations, titres immobilisés, valeurs mobilières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Subventions d'investissements

Ces subventions font l'objet d'une reprise en profit d'un montant équivalent aux amortissements des immobilisations qu'elles financent.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Subventions accordées

• Fonctionnement

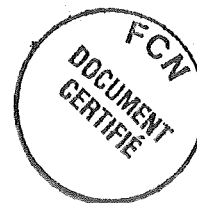
Etat CPO	374 274.30 €
Etat Obligation de formation	36 020.55 €
Etat CEJ	601 725.00 €

Sous total 1 012 019.85 €

Etat Clauses sociales	20 631.10 €
Région	260 000.00 €
Région clauses sociales.....	12 500.00 €
Région de Suippes	8 022.00 €
Argonne Champenoise	28 500.00 €
Châlons Agglo	181 590.00 €
Châlons Agglo Clauses sociales	12 500.00 €

• Divers

Etat Parrainage	7 320.00 €
Anct Parrainage	1 830.00 €
ARS	17 000.00 €
ARS Jeunes en mouvements	12 090.00 €
France travail PPAE.....	79 259.00 €
France travail Avenir pro	10 221.80 €
Contrat Local de santé	1 000.00 €
Initiative territoriale Place de l'emploi ...	5 480.00 €
Initiative territoriale club emploi quartiers	6 500.00 €
Initiative territoriale mois découverte	7 400.00 €
Initiative territoriale pac taj	8 900.00 €
Initiative territoriale promotion clauses .	9 920.00 €
Etat Club emploi quartiers	3 500.00 €
Etat Job vélo tour	1 000.00 €
Région Jar'des métiers.....	16 000.00 €
Région Destination Marne.....	7 313.00 €
Agglo Club emploi des quartiers.....	2 500.00 €
Agglo Job vélo tour	3 000.00 €
Cité éducative jar'des métiers.....	6 036.00 €
Cité éducative pac taj	9 111.00 €
Agefiph	3 200.00 €
DISP JSMJ	2 461.10 €
FDVA Cultur'et vous	3 000.00 €
FDVA Service santé menou	12 000.00 €
FSE+	26 794.44 €



Les subventions ont été affectées à chacun des budgets précités.

➤ **Fonds dédiés**

Les subventions afférentes aux projets dont la poursuite a été autorisée par les financeurs font l'objet d'une constatation en fonds dédiés.

31/12/2024

	Fonds à engager en début d'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur ressources affectées	Fonds restants à engager en fin d'exercice
Garantie Jeunes 2019	60 683.89	0.00	0.00	60 683.89
CEJ 2023	266 858 .33	266 858.33	0.00	0.00
Initiatives territoriales Road trip	14 900.00	14 900.00	0.00	0.00
Région Road trip	3 725.00	3 725.00	0.00	0.00
CEJ 2024	0.00	0.00	72 512.50	72 512.50
Emploi des quartiers	0.00	0.00	6 500.00	6 500.00
Mois des découvertes	0.00	0.00	7 400.00	7 400.00
La place de l'emploi	0.00	0.00	5 480.00	5 480.00
Promotion des clauses	0.00	0.00	9 920.00	9 920.00
Pac taj	0.00	0.00	8 900.00	8 900.00
FDVA Santé menou	0.00	0.00	9 000.00	9 000.00
TOTAL	346 167.22	285 483.33	119 712.50	180 396.39

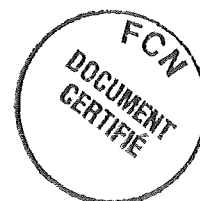
Il est à noter que, à partir de 2024, les contrats signés avec les jeunes sont d'une durée initiale de 6 mois éventuellement renouvelable pour 6 mois, alors que précédemment les contrats étaient tous d'une durée de 12 mois. Il en résulte que majoritairement les parcours ont été terminés sur l'exercice, ce qui conduit à la constatation d'un niveau de fonds dédiés très inférieur à celui de N-1, soit les mouvements suivants constatés sur l'exercice :

- Utilisation de fonds dédiés 2023 = 266 858
- Report de fonds dédiés 2024 = 72 512
- **Soit une incidence sur l'exercice de 194 346**

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

IMMOBILISATIONS				
	Valeur brute Début exercice	Variations		Valeur brute Fin exercice
		Augmentation	Diminution	
Immobilisations incorporelles	3 182			3 182
Logiciels	3 182			3 182
Immobilisations corporelles	1 139			1 139
Matériel et outillage	1 139			1 139
Autres immobilisations corporelles	191 667	7 527		199 194
Agencements divers	26 989	1 668		28 657
Matériel de transport	8 448			8 448
Matériel de bureau et informatique	43 267	1 210		44 477
Mobilier	112 963	4 649		117 612
TOTAL	195 988	7 527		203 515



Amortissements des immobilisations

AMORTISSEMENTS				
	Valeur brute Début exercice	Variations		Valeur brute Fin exercice
		Augmentation	Diminution	
Immobilisations incorporelles	2 637	545		3 182
Logiciels	2 637	545		3 182
Immobilisations corporelles	1 139			1 139
Matériel et outillage	1 139			1 139
Autres immobilisations corporelles	129 684	15 626		145 310
Agencements divers	4 282	2 718		7 000
Matériel de transport	8 448			8 448
Matériel de bureau et informatique	33 577	6 370		39 947
Mobilier	83 377	6 538		89 915
TOTAL	133 460	16 171		149 631

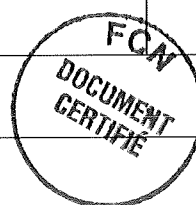
Actif circulant

Produits à recevoir

	31/12/2024
Fournisseurs débiteurs	0.00
Subventions à recevoir	
Région investissement Chalons	59 500.00
Région investissement Sainte Menou	26 127.00
CAF	11 172.00
Région	94 250.00
Autres créances	182 916.63
TOTAL	373 965.63

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres



FONDS PROPRES				
	Début exercice	Variations		Fin exercice
		Augmentation	Diminution	
Réserves réglementées	135 225.93	20 160.55	0.00	155 386.48
Autres réserves	50 589.78	0.00	0.00	50 589.78
Report à nouveau	581 378.01	0.00	0.00	581 378.01
Résultat de l'exercice	20 160.55	188 577.89	20 160.55	188 577.89
Résultats sous contrôle des tiers financeurs	1 227.00	0.00	0.00	1 227.00
Subventions d'investissement nettes	14 761.55	85 627.00	7 218.42	93 170.13
Provisions réglementées	0.00	0.00	0.00	0.00
Autres fonds associatifs	0.00	0.00	0.00	0.00
TOTAL FONDS ASSOCIATIFS	803 342.82	294 365.44	27 378.97	1 070 329.29

Provisions pour risques et charges

1-Méthodes utilisées pour le calcul des provisions retraite :

L'évaluation des droits à la retraite acquis par les salariés a été faite conformément à la recommandation du CNC n°2033-R-01 :

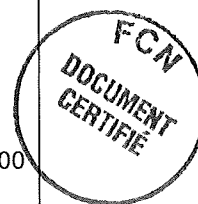
- Taux d'augmentation des salaires : estimation valeur point
- Départ volontaire à 64 ans,
- Droit prorata temporis,
- Turnover faible,
- Taux d'actualisation financière : 3.1%

Les engagements retraite calculés au 31/12/2024 s'élèvent à 141 649.33 €.

2-Une provision pour charges a été constituée au 31/12/2012 pour tenir compte du dénouement du litige FSE au titre de la convention 2005. Un jugement du Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne a confirmé la décision du 23/08/2010 par laquelle le préfet de la région Champagne Ardenne demandait le remboursement d'une somme de 71 865 € indûment perçue au titre d'une subvention du Fonds Social Européen. Les fonds n'ayant pas été réclamés la provision a été maintenue au 31/12/2024.

Tableau des provisions pour risques et charges

	Provisions Au début De l'exercice	Dotations De l'exercice	Reprises utilisées De l'exercice	Reprises Non utilisées De l'exercice	Provisions A la fin De l'exercice
Litiges FSE	71 865.00				71 865.00
Provision retraite	124 667.88	16 981.45			141 649.33
Provision impôts	982.40	2 200.00	0.00		3 182.40
TOTAL	197 515.28	19 181.45	0.00		216 696.73



Dettes

Etat des dettes

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	34 590.09	34 590.09		
Dettes fiscales et sociales	203 350.79	203 350.79		
Autres dettes	48 498.20	48 498.20		
Produits constatés d'avances	24 670.20	24 670.20		
TOTAL	311 109.28	311 109.28		

Charges à payer

31/12/2024

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	
Fournisseurs non parvenus	9 203.83
Personnel	
Provisions pour congés payés	89 770.51
Personnel – autres charges à payer	0.00
Organismes sociaux	
Urssaf	23 789.21
Mutuelle	9 384.78
Retraite complémentaire	7 608.02
Prévoyance	6 594.34
Provisions pour charges sur CP	42 296.06
Autres dettes fiscales et sociales	
Impôts sur les bénéfices	13.70
Autres impôt et taxes	8 987.28
Formation professionnelle	13 081.39
Autres taxes	0.00
Prélèvement à la source	1 825.50
Autres tiers	13 712.07
FIPJ	34 786.13
TOTAL	261 052.82



Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	31/12/2024
Location	10 624.72
Location mobilière	1 497.16
Honoraire	3 513.75
Publicité	300.00
Autres impôts	558.00
Maintenance	710.63
Assurance	5 443.59
Documentation	1 370.81
Licence	2 266.23
TOTAL	26 284.89



Produits constatés d'avance

	31/12/2024
Subventions	24 670.20
TOTAL	24 670.20

Charges et Produits exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte non seulement des éléments significatifs qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association mais également de ceux qui représentent un caractère exceptionnel eu égard à leur montant.

Analyse du résultat exceptionnel

	Charges	Produits
Charges sur exercices antérieurs	25 587.22	
Dotations aux provisions exceptionnelles	2 200.00	
Produits exceptionnels sur opération de gestion		4 901.93
Profits sur exercices antérieurs		34 413.37
Amortissements subvention investissement		7 218.42
TOTAL	27 787.22	46 533.72

Effectif

Le nombre d'équivalent temps plein au 31/12/2024 est de 24.94, dont 1 contrat Emploi Compétences.

Compte personnel de formation

Depuis le 1^{er} janvier 2015, un nouveau moyen d'accès à la formation est mis en place par le biais du compte personnel de formation (CPF). Ce compte personnel alimenté en heures de formation est utilisable par tout salarié, tout au long de sa vie active, pour suivre une formation qualifiante. Le CPF remplace le droit individuel à la formation (Dif) depuis le 1^{er} janvier 2015, mais les salariés ne perdent pas leurs heures qu'ils pourront mobiliser jusqu'au 31 décembre 2020. Le compte personnel de formation a été converti en euros au 1 janvier 2019.

Informations sur les dirigeants

Conformément à l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006, relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, l'association est amenée à communiquer les montant des rémunérations et avantages en nature versées aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés.

L'Association ne compte qu'un seul cadre dirigeant rémunéré. La rémunération brute est basée selon l'emploi repère cotation 16 de la convention collective nationale des Missions Locales et PAIO.

Contributions volontaires

Les bénévoles ont consacré 1 174 heures à la Mission Locale (558 pour le PIAL, 196 pour le parrainage et 420 pour le parrainage collectif) pour un montant de 20 521.52 euros affecté au compte 864

